

l'heure actuelle, le Groupe de travail sur l'admission temporaire de l'ALENA travaille en vue de faciliter le mouvement transfrontalier des gens d'affaires et d'élaborer une approche trilatérale en vue d'accroître le nombre de professions couvertes par l'ALENA. Récemment, les actuaires et les phytopathologistes, entre autres, ont été ajoutés à la liste. De plus, un accord a été convenu pour poursuivre le travail de couverture de l'ALENA visant à y inclure davantage de professionnels dans le domaine de la technologie de l'information.

En dépit du chapitre 16 de l'ALENA, de dispositions générales sur l'immigration et du travail effectué dans le cadre du Plan d'action pour une frontière intelligente, l'admission temporaire aux États-Unis demeure une préoccupation. Des retards à la frontière ou des interdictions d'entrée peuvent entraîner des pertes pour les entreprises et des dépenses supplémentaires pour les gens d'affaires, les employeurs et leurs clients. Il semble que les gens d'affaires canadiens ne connaissent pas ou ne comprennent pas parfaitement les dispositions de l'ALENA portant sur les déplacements frontaliers. Les représentants du gouvernement poursuivent leurs efforts afin que les gens d'affaires canadiens acquièrent une meilleure connaissance des dispositions de l'ALENA, et continuent de travailler de concert avec les autorités américaines de l'immigration en vue d'aplanir les difficultés relatives à l'admission temporaire aux États-Unis.

## **SURVEILLANCE DES FAITS NOUVEAUX TOUCHANT LES INTÉRÊTS DU CANADA**

### **Comité consultatif canado-américain sur l'agriculture**

Le Comité consultatif canado-américain sur l'agriculture (CCCA) a été créé à l'issue du Protocole d'entente de 1998 entre les gouvernements du Canada et des États-Unis concernant certains secteurs du commerce agricole. Le CCCA est un cadre permanent qui vise à améliorer la gestion des relations bilatérales sur l'agriculture. Plus précisément, il instaure un mécanisme étendu d'alerte rapide et de consultation pour résoudre les problèmes émergents dès leur apparition. Le CCCA se réunit tous les six mois sous la forme d'une tribune de haut niveau où s'échangent des points de vue dans la perspective de renforcer les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis dans le secteur agricole. Il facilite la collaboration et la

coordination sur des questions agricoles, comme par exemple le commerce et l'accès au marché des produits agricoles, et les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Le Groupe consultatif étatique-provincial (GCEP) établi entre le Canada et les États-Unis sous l'égide du CCCA lance également des initiatives visant à renforcer la collaboration et la coordination dans des domaines d'intérêt commun aux deux pays. Le GCEP constitue également une tribune où les producteurs et les exportateurs, par l'intermédiaire de leur gouvernement provincial ou de l'administration de leur État, peuvent lancer des sujets de débats sur le commerce bilatéral agricole. Le GCEP se réunit généralement tous les six mois et renvoie certaines questions à l'examen du CCCA. Ce dernier encourage également les groupes conjoints bilatéraux de ce secteur à lui faire connaître leurs opinions sur des questions commerciales, particulièrement celles qui ont trait au commerce bilatéral.

Plus le commerce agricole se développera entre le Canada et les États-Unis, plus le CCCA servira de mécanisme charnière pour aborder au plus vite les questions commerciales susceptibles d'opposer le Canada et les États-Unis dans le domaine de l'agriculture, en collaboration avec les provinces et les principales parties concernées.

### **Législation sur le bioterrorisme**

Le 12 juin 2002, le président des États-Unis George Bush a promulgué le Public Health Security and Bioterrorism Preparedness and Response Act of 2002 [BTA - loi de 2002 sur la sécurité de la santé publique, l'état de préparation et la capacité d'intervention en cas de bioterrorisme]. L'objectif déclaré du BTA est d'améliorer la capacité des États-Unis à prévenir le bioterrorisme et autres situations d'urgence touchant la santé publique, à s'y préparer et à y réagir.

L'Administration des aliments et drogues des États-Unis (FDA) a publié quatre règles en vertu du BTA : 1) la déclaration préalable; 2) l'enregistrement; 3) la consignation administrative; et 4) l'établissement et la tenue de dossiers. Ces nouvelles exigences s'appliquent aux produits importés tels les animaux vivants, le poisson, les fruits et légumes frais, les produits laitiers, les produits de boulangerie et les aliments pour animaux. Les produits tels que la viande, la volaille et les œufs en coquille relèvent exclusivement du département de l'Agriculture des États-Unis et ne sont pas couverts par les règles adoptées par la FDA.